

Réseaux sociaux numériques : comment renforcer l'engagement citoyen ?

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Stéphanie Goujon : « Le but de mon intervention est d'appuyer dans cet avis une vision positive, décomplexée sans être naïve, des réseaux sociaux numériques. Parce qu'ils permettent ouverture et dialogue, ces derniers sont indubitablement des accélérateurs d'engagement et de citoyenneté.

Je souhaite étayer mon propos à deux niveaux.

Premièrement, oui il y a une vraie vie sociale sur les réseaux numériques, le virtuel et le réel se répondent et se complètent et il est bon que cet avis le rappelle. Les réseaux numériques, ce n'est pas le grand Satan qui menace le lien social et la fraternité, tout dépend l'usage qu'on en fait et corrélativement de l'éducation qu'il convient d'en avoir. En voici une illustration positive qui me touche : dans l'association que je dirige, l'équipe de bénévoles, composée essentiellement de retraités toniques, implantés partout en France, a choisi le réseau what's app pour communiquer. C'est un monsieur de plus de 70 ans qui m'a moi-même formée à cette application. Et concrètement whatsapp a accru les échanges, réduit les distances – c'est ce qui fait que Richard à Nice et Mireille à Lille se parlent régulièrement par exemple. Cela fluidifie aussi le dialogue entre le siège à Paris et les territoires, facilite l'intégration des nouveaux venus et in fine renforce l'engagement sur le terrain. Le whatsapp de l'Agence du don en nature, c'est une explosion d'images, de vidéos, de texte, un foisonnement d'encouragements mutuels ...une vraie vie sociale qui se développe en ligne, les bénévoles s'en donnent à cœur joie autant qu'ils donnent aux autres. En toute transparence je n'aurais jamais pensé que ça fonctionnerait aussi bien.

Alors, cette culture du dialogue, ce partage du pouvoir que j'ai pu observer au niveau d'une petite communauté de bénévoles, je suis convaincue qu'ils peuvent s'extrapoler au niveau des citoyens.

Car deuxièmement, oui les réseaux numériques peuvent être moteur dans l'innovation démocratique et revitaliser nos institutions. L'avis souligne que l'espace public n'est plus étanche. Les citoyens utilisent aujourd'hui les réseaux sociaux pour peser sur le débat public, comme en témoigne l'essor de la *civic tech*.

C'est un fait.

Et si le dispositif est encadré, cela permet d'améliorer le processus démocratique en élargissant le nombre de participants à la décision, comme en témoigne le succès du budget participatif à Paris. Ce sont aussi des concepts ludiques et novateurs qui plaisent aux jeunes et peuvent les amener, ou

ramener, à la politique. L'enjeu est ensuite de trouver un équilibre entre cette ouverture et le rôle des institutions. Comme le rappelle la réflexion en cours sur la pétition citoyenne et la déclaration du Président de la République lors des 70 ans du CESE, la singularité de notre assemblée doit lui permettre de jouer un rôle unique et moteur pour rapprocher les citoyens des institutions, et promouvoir l'engagement.

Alors, permettez-moi une suggestion.

Si on commençait aujourd'hui en prenant des questions des internautes lors de nos plénières?

Car, comme le disait Churchill, « *Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne vous prenne à la gorge* ».

Merci pour votre attention, je voterai cet avis ».

Nacer Kettane : « Depuis que le Monde est Monde, nous savons tous qu'il s'organise autour de deux grands paradigmes : l'enthalpie et l'entropie (l'organisation et la désorganisation) en perpétuelle compétition.

La révolution numérique, véritable *big-bang* planétaire pose et bouscule de façon radicale les questions essentielles qui taraudent l'Homme, de son intelligence, de sa survie: moteurs avérés d'un destin collectif perçu comme inéluctable.

En faisant voler en éclat l'unité de temps et de lieu, le numérique réduit de façon drastique la lisière entre le réel et le virtuel, le libre arbitre et la contrainte, le privé et le public.

Au cœur de cette révolution, les réseaux sociaux insufflent une énergie salvatrice et rendent anachroniques les verticalités malheureusement trop souvent meurtrières.

L'individu, le Citoyen, émetteur-récepteur par nature prend alors sa « revanche » sur tous ces grands médias qui longtemps, l'ont assigné à résidence sous forme d'objet, alors qu'il est dans le Monde et qu'il est le Monde.

Le village planétaire s'organise et la tribu en devient le chef d'orchestre.

Une citoyenneté exécutive voit alors le jour et provoque redistribution, rééquilibrage, réappropriation du vouloir, du savoir et du pouvoir.

La logique du partage impose alors une économie collaborative et crée les conditions d'un engagement mutualisé à plusieurs détenteurs: avec et pour moi, avec et pour la société.

Ainsi, depuis une vingtaine d'années internet évacue, filtre et contrôle pour permettre aux réseaux sociaux, forme moderne de l'agora athénienne, de libérer le verbe, qui comme chacun sait est le levain de toute révolution.

Convoquant le débat citoyen, producteur de lien, l'articulant avec les réalités du terrain, le réseau social devient le lieu de l'engagement tous azimuts.

Ainsi, de la Révolution tunisienne à la Manif pour Tous, de Nuit Debout à la campagne de Barack Obama, de la pétition contre la loi Travail à *Bring Back our Girls*, le click, le tweet viennent rejoindre l'éventail et la panoplie des formes d'engagement plus traditionnelles (syndicat, défilés, référendum, etc.).

Cette démocratie d'opinion souvent vilipendée trouve indéniablement sa place dans un contrat social qui s'enrichit et se renforce.

Centripète et centrifuge à la fois favorisant le libre arbitre, le réseau social porte en lui les deux facettes d'une même réalité: libertaire et liberticide !

Ainsi, les logiques commerciales régissant les réseaux sociaux (Google en particulier), associées à la tradition permissive des États-Unis ou au droit à l'anonymat protégé par l'article 9 du Code Civil en France, consacrent le respect et la protection de la vie privée.

Utilisant ce formidable réceptacle que constitue le réseau social, les théories complotistes (assassinat de Kennedy, 11 septembre, Charlie Hebdo, etc.), les débordements de haine (racisme, homophobie, etc.), l'encouragement du terrorisme, obligent nos démocrates à produire des formes de régulation régissant les fausses nouvelles, les propos illégaux: nouvelle forme de censure pour les uns, affirmation de responsabilité pour les autres.

Les réseaux sociaux ont-ils définitivement mangé leur pain blanc ? Google et Facebook conviennent et confirment qu'ils reconnaissent avoir le statut de média en acceptant la responsabilité éditoriale de leurs contenus avec tous les développements et les conséquences inhérents à cette reconnaissance.

Ailleurs, l'administration américaine réclame désormais le nom et le pseudonyme à tout demandeur de visa, sous prétexte de traçabilité. L'aspect transgressif est évident.

C'est l'équivalent d'un mur virtuel que l'on érige et qui vient s'ajouter à tous les autres murs, édifiés récemment témoins de la xénophobie et des extrémismes de toutes sortes.

C'est une violation de la vie privée, de la liberté de conscience, de l'indépendance politique.

Au cœur d'une nouvelle citoyenneté interactive, l'âge d'or des réseaux sociaux n'est probablement pas terminé.

Parions que l'intelligence humaine sortira victorieuse et maîtrisera robots et algorithmes en tous genres !

Au sein des réseaux sociaux militent de nouvelles formes d'engagement qui à leur tour, après l'imprimerie, la radio, la télévision, viennent apporter leur pierre à l'édification d'une société contributive dans laquelle tout à chacun devient réellement acteur ».